

6 Beitragshebung**Art. 19 Beitragsmeldung**

¹ Der Fonds fordert die unterstellten Betriebe auf, die gemäss Geltungsbereich unterstellten Mitarbeitenden fristgerecht zu melden.

² Unterlässt ein unterstellter Betrieb die Meldung, ist die Fonds-Kommission berechtigt, nach einmaliger Mahnung durch die Geschäftsstelle eine Taxation vorzunehmen.

³ Mit der Taxation wird eine Umtriebsentschädigung von CHF 50.– erhoben.

Art. 20 Rechnungsstellung

¹ Die Berechnung des Beitrages erfolgt gemäss den Artikeln 8–12 dieses Reglements.

² Der Jahresbeitrag wird einmal jährlich erhoben.

Art. 21 Fälligkeit und Verzug

¹ Die Fälligkeit der Zahlung erfolgt gemäss Rechnungsstellung.

² Die Zahlungsfrist beträgt für sämtliche Rechnungen 30 Tage ab Datum der Rechnungsstellung.

³ Der Verzugszins beträgt 5 % ab Verfall.

Art. 22 Beitragsinkasso

¹ Das Inkasso der Beiträge erfolgt durch die Geschäftsstelle.

² Die Durchsetzung der Forderungen erfolgt nach den Bestimmungen des Bundesgesetzes vom 11. April 1889⁸ über Schuldbeitreibung und Konkurs (SchKG).

³ Mit der 2. Mahnung werden eine Umtriebsentschädigung von CHF 50.– und Verzugszinsen ab dem 30. Tag ab Datum der Rechnungsstellung erhoben.

7 Genehmigung, Allgemeinverbindlicherklärung und Auflösung**Art. 23 Genehmigung und Inkrafttreten**

¹ Dieses Fondsreglement wurde durch die Delegiertenversammlung von Holzbau Schweiz am 6. Juni 2008 genehmigt.

² Das Reglement tritt mit Datum der Allgemeinverbindlicherklärung durch den Bundesrat in Kraft.

Art. 24 Allgemeinverbindlicherklärung

Die Allgemeinverbindlicherklärung richtet sich nach dem Beschluss des Bundesrates.

Art. 25 Auflösung

¹ Kann der Fondszweck nicht mehr erreicht werden oder entfällt die gesetzliche Grundlage, so löst die Delegiertenversammlung von Holzbau Schweiz den Fonds mit einer Dreiviertelmehrheit der anwesenden Delegierten auf.

² Ist der Fonds allgemeinverbindlich erklärt, so bedarf die Auflösung zusätzlich der Zustimmung des BBT.

³ Ein allfällig verbleibendes Fondsvermögen wird zweckgebunden für Bildungsaufgaben dem Branchenverband Holzbau Schweiz zugeführt.

06. Juni 2008

Hans Rupli
Zentralpräsident

Fritz Rutz
Vizepräsident

Hansjörg Setz
Geschäftsführer

3003 Bern, 22. September 2009

**Bundesamt für Berufsbildung und Technologie, Leistungsbe-
reich Ressourcenmanagement, Ressort Recht**

- 1 SR 412.10
- 2 Bundesratsbeschluss vom 30. Juli 2009, publiziert im Bundesblatt vom 22. September 2009.
- 3 SR 412.10
- 4 SR 831.40
- 5 SR 412.10
- 6 SR 412.10
- 7 SR 412.10
- 8 SR 281.1

05258610

**Declaracion de force obligatoire generale du fonds en
faveur de la formation professionnelle de Holzbau
Schweiz (FFP Construction en bois)**

Le Conseil fédéral suisse, en vertu de l'art. 60, al. 3, de la loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle¹, a déclaré de force obligatoire générale le fonds en faveur de la formation professionnelle de Holzbau Schweiz prévu par le règlement du 6 juin 2008².

L'arrêté concernant la déclaration de force obligatoire générale entre en vigueur le 1^{er} octobre 2009. La déclaration de force obligatoire générale est valable pour une durée illimitée. Elle peut être révoquée par l'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie.

(Loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle [LFPr]).

Règlement sur le fonds en faveur de la formation professionnelle construction en bois de force obligatoire générale.

1 Nom et but**Art. 1 Nom**

Holzbau Schweiz gère un fonds en faveur de la formation professionnelle sous le nom de «Fonds de formation professionnelle Construction en bois» (FFP Construction en bois) selon l'art. 60 de la loi du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle (LFPr)¹.

Art. 2 But

Le fonds a pour but de promouvoir la formation professionnelle initiale, la formation professionnelle supérieure et/ou la formation continue à des fins professionnelles de la branche des constructions en bois.

2 Champ d'application**Art. 3 Champ d'application géographique**

Le fonds de formation professionnelle Construction en bois est valable pour toute la Suisse, à l'exception des cantons suivants: Fribourg, Vaud, Valais, Neuchâtel, Genève, Jura et du Jura bernois.

Art. 4 Champ d'application entrepreneurial

¹ Le fonds s'applique à toutes les entreprises ou parties d'entreprises, indépendamment de leur forme juridique, y compris les entreprises de construction en bois, les parties d'entreprises et les groupes d'assemblage qui réalisent et installent, ou réalisent et réparent, des constructions en bois (travaux de charpenterie et tra-

vau de système construction en bois industriels). Il comprend les activités suivantes:

- a) constructions industrielles en bois de sols, murs et toitures;
- b) systèmes de construction en bois préfabriqués;
- c) prestations de taillage des bois de charpente de constructions industrielles en bois;
- d) sous-constructions de constructions industrielles en bois;
- e) calorifugeages de constructions industrielles en bois;
- f) revêtements extérieurs et intérieurs de constructions industrielles en bois; escaliers de constructions industrielles en bois et traitements de surface de construction industrielle en bois sur structures portantes et revêtements.

² Les entreprises et parties d'entreprises qui réalisent exclusivement les prestations suivantes sont exclues du champ d'application entrepreneurial:

- a) fabrication ou vente de produits de scierie;
- b) fabrication ou montage de faux planchers et de faux plafonds;
- c) fabrication ou pose de parquets.

³ Sont également exclues les entreprises et parties d'entreprises qui produisent et vendent de purs produits commerciaux, tels que produits de scierie et de raboterie, bois de construction collé, panneaux de bois collés, éléments de construction de sol, mur et toiture. L'al. 1 s'applique à la fabrication et au montage des produits mentionnés.

Art. 5 Champ d'application personnel

Le fonds est valable pour toutes les entreprises ou parties d'entreprises, indépendamment de leur forme juridique, qui emploient les personnes suivantes à temps plein ou à temps partiel:

- a) apprentis en constructions en bois;
- b) ouvriers en constructions en bois;
- c) charpentiers/spécialistes en constructions en bois (CFC);
- d) contremaîtres en constructions en bois (diplôme de l'association);
- e) contremaîtres charpentiers (brevet fédéral);
- f) techniciens ES en constructions en bois (diplôme ES de technicien en constructions en bois);
- g) maîtres charpentiers (diplôme fédéral).

² Le fonds est aussi valable pour les entreprises de constructions en bois ne comptant qu'une seule personne, à savoir les sociétés unipersonnelles de constructions en bois.

Art. 6 Validité pour les entreprises ou les parties d'entreprises

Le fonds est valable pour les entreprises ou les parties d'entreprises visées par les champs d'applications géographique, entrepreneurial et personnel du fonds.

3 Prestations**Art. 7 Prestations**

Le fonds contribue au financement des mesures suivantes dans les domaines de la formation professionnelle initiale, de la formation professionnelle supérieure et de la formation continue à des fins professionnelles:

- a) développement et suivi sous la forme d'un système complet englobant la formation professionnelle initiale, la formation professionnelle supérieure et la formation continue à des fins professionnelles. Ce système comprend notamment l'analyse, le développement, les projets pilotes, les mesures d'introduction et de mise en œuvre, l'information, la transmission du savoir et le controlling; le financement comprend en particulier les frais de personnel, les frais supplémentaires de personnel et les frais généraux, ainsi que les autres prestations personnelles des commissions et les frais extérieurs;
- b) développement, suivi et mise à jour d'ordonnances sur la formation professionnelle initiale et de règlements d'examen des formations professionnelles supérieures;
- c) développement, suivi et mise à jour de documents et de matériel didactique utilisés dans la formation professionnelle initiale, la formation professionnelle supérieure et la formation continue à des fins professionnelles dans les langues nationales de la Suisse, notamment les supports pédagogiques;
- d) développement, suivi et mise à jour de procédures d'évaluation et de procédures de qualification dans le cadre des offres de formation assurées par l'association Holzbau Schweiz; coordination et surveillance des procédures, y compris celles relatives à l'assurance de la qualité, notamment les examens de contremaître, de chef d'équipe et de maîtrise, ainsi que les épreuves d'aptitude;
- e) recrutement et promotion de la relève dans la formation professionnelle initiale, la formation professionnelle supérieure et la formation continue à des fins professionnelles, notamment mesures dans le domaine du marketing en lien avec les professions;
- f) préparation et participation à des concours nationaux et internationaux des métiers;
- g) développement, suivi et mise à jour de procédures générales d'évaluation;
- h) prise en charge des frais d'organisation, d'administration et de contrôle de l'association Holzbau Schweiz liés à des tâches dans le domaine de la formation professionnelle initiale, de la formation professionnelle supérieure et de la formation continue à des fins professionnelles.

² L'assemblée des délégués de Holzbau Schweiz peut décider sur mandat de la direction centrale l'octroi d'autres subventions pour des mesures répondant au but du fonds.

4 Financement**Art. 8 Obligation de cotiser**

Les entreprises et les parties d'entreprises assujetties au fonds selon les art. 3 à 6 du présent règlement versent des cotisations aux fins de la réalisation des buts assignés au fonds.

² Les sociétés unipersonnelles de constructions en bois doivent uniquement s'acquitter des cotisations d'entreprise selon l'art. 10 du présent règlement.

Art. 9 Base de calcul

La base servant au calcul des cotisations est l'entreprise ou la partie de l'entreprise selon l'art. 4 ainsi que le nombre total de personnes selon l'art. 5 avec lesquelles elle a signé un contrat de travail.

² Les cotisations sont calculées sur la base de la déclaration remplie par l'entreprise.

³ Si une entreprise refuse de remplir la déclaration, la commission du fonds procède à une estimation selon son appréciation (art. 14).

Art. 10 Financement et cotisations

¹ Le financement repose sur les cotisations des employeurs, les subventions et les revenus du capital.

² Les cotisations des employeurs recouvrent une cotisation par entreprise ou partie d'entreprise et des cotisations par salarié selon l'art. 5. Les cotisations sont payables annuellement.

³ Le montant des cotisations est le suivant:

- a) cotisation des entreprises de construction en bois: Fr. 300.–
- b) cotisation par salarié (selon l'art. 5): Fr. 72.–

⁴ Les cotisations des membres de Holzbau Schweiz sont réputées entièrement payées par le biais des cotisations à l'association de la branche.

⁵ Les cotisations ne sont versées pour les employés à temps partiel que si ces personnes sont assujetties à l'assurance obligatoire prévue par la loi du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP)².

⁶ Les cotisations des entreprises et de salariés sont basées sur l'indice suisse des prix à la consommation du 1er janvier 2009. Un réajustement des cotisations est examiné tous les deux ans et présenté le cas échéant à l'approbation de l'assemblée des délégués.

Art. 11 Dispense de l'obligation de payer les cotisations

¹ La dispense du paiement des cotisations est fondée sur l'art. 60, al. 6, LFPr³ en relation avec l'art. 68, al. 4, de l'ordonnance du 19 novembre 2003 sur la formation professionnelle (OFPr)⁴.

² Les entreprises qui souhaitent être dispensées en tout ou en partie de l'obligation de payer des cotisations en faveur du fonds doivent déposer une demande dûment fondée auprès de la commission du fonds.

³ La commission du fonds est autorisée à conclure des accords avec d'autres associations de la branche afin d'alléger les charges multiples pour les exploitations mixtes (qui dépendent de plusieurs fonds de formation professionnelle)..

Art. 12 Limitation du volume des recettes

Les recettes tirées des cotisations ne doivent pas dépasser la totalité des coûts des prestations selon l'art. 7 sur une moyenne de 6 années, compte tenu de la constitution appropriée de réserves.

5 Organisation, révision et surveillance**Art. 13 Organe de surveillance**

L'assemblée des délégués de Holzbau Schweiz est l'organe de surveillance du fonds. La surveillance comprend notamment les tâches suivantes:

- a) attribution des moyens conformément au catalogue de prestations et détermination de la part prévue pour la constitution de réserves (autorisation du budget du fonds);
- b) approbation du bilan et des comptes annuels;
- c) approbation annuelle des cotisations;
- d) décision portant sur le montant des frais de mise en demeure pour les cotisations non payées;
- e) décision portant sur le montant de l'indemnité de dédommagement pour perte de temps ou de gain lors des estimations pour omission ou pour déclaration mensongère sur le nombre de salariés;
- f) constitution du secrétariat du fonds;
- g) constitution de la commission d'appel.

Art. 14 Commission du fonds

La commission du fonds se compose de trois à cinq membres. Elle dirige et gère le fonds sur le plan opérationnel, et surveille le secrétariat du fonds. Ses compétences sont les suivantes:

- a) soumission des entreprises au fonds;
- b) fixation des cotisations dues par les entreprises qui ont dépassé le délai de paiement;
- c) exemption du paiement des cotisations des entreprises qui cotisent à un autre fonds en faveur de la formation professionnelle, d'entente avec la direction de celui-ci;
- d) attribution à des tiers de tâches d'application opérationnelles.

Art. 15 Secrétariat du fonds

Le secrétariat veille à l'exécution du présent règlement dans les limites de ses compétences. Il répond de l'encaissement des cotisations et de leur affectation en fonction des prestations prévues à l'art. 7, ainsi que de l'administration et de la comptabilité du fonds.

Art. 16 Commission d'appel

La commission d'appel se compose de trois membres. Elle statue sur les recours contre les décisions de la commission du fonds.

Art. 17 Etablissement des comptes

Les comptes du fonds sont ventilés selon les dépenses et les revenus dans la comptabilité de Holzbau Schweiz.

Art. 18 Centre de contrôle et surveillance

¹ L'organe de contrôle se compose d'un office fiduciaire et de deux réviseurs ainsi que d'un suppléant adjoint.

² L'organe de contrôle vérifie les comptes annuels et le bilan et présente un rapport écrit à l'assemblée des délégués; il propose d'approuver ou de rejeter les comptes et de donner décharge à la direction centrale.

³ L'organe de contrôle est l'organe de contrôle de l'association Holzbau Schweiz.

⁴ Si le fonds est déclaré obligatoire, l'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie (OFFT) en assume la surveillance selon l'art. 60, al. 7, LFPr.

6 Perception des cotisations**Art. 19 Déclaration des cotisations**

¹ Le fonds invite les entreprises assujetties au fonds à déclarer dans les délais convenus les salariés soumis à cotisation.

² Si une entreprise assujettie au fonds omet de faire la déclaration dans les délais convenus, la commission du fonds est autorisée à procéder à une taxation après une seule et unique mise en demeure par le secrétariat du fonds.

³ Une indemnité pour perte de temps ou de gain de 50 francs sera perçue en plus de la taxation.

Art. 20 Encaissement

¹ Les cotisations sont calculées selon les art. 8 à 12 du présent règlement.

² La cotisation est prélevée une fois par an.

Art. 21 Exigibilité et retard

¹ Le paiement est exigible par la facturation.

² Le délai de paiement pour tous les comptes est de 30 jours à compter de la date de facturation.

³ Les intérêts moratoires s'élèvent à 5% à compter de l'expiration du délai de paiement.

Art. 22 Recouvrement des cotisations

¹ Le recouvrement des cotisations est effectué par le secrétariat du fonds.

² Les actions pour recouvrement sont réglées par la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP)⁵.

³ A la deuxième mise en demeure, une indemnité de 50 francs pour perte de temps ou de gain est perçue, ainsi que des intérêts moratoires à partir du 30^e jour à compter de la date de facturation.

7 Approbation, déclaration de force obligatoire générale et dissolution**Art. 23 Approbation**

¹ Le présent règlement sur le fonds a été approuvé par l'assemblée des délégués de Holzbau Schweiz le 6 juin 2008.

² Il entre en vigueur le jour où il est déclaré obligatoire par le Conseil fédéral.

Art. 24 Déclaration de force obligatoire

La déclaration de force obligatoire est fondée sur l'arrêté du Conseil fédéral.

Art. 25 Dissolution

¹ Si le but visé par le fonds ne peut être atteint ou si sa base juridique devient caduque, l'assemblée des délégués de Holzbau Schweiz peut décider de dissoudre le fonds à la majorité des trois quarts des délégués présents.

² Si le fonds a été déclaré obligatoire, sa dissolution requiert l'approbation de l'OFFT.

³ Tout solde du fonds est reversé à l'association Holzbau Schweiz à des fins de formation professionnelle.

Le 6 juin 2008

Hans Rupli
Président central

Fritz Rutz
Vice-président

Hansjörg Setz
Directeur

Berne, 22 septembre 2009

Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie (OFFT), centre de prestations Management des ressources, secteur du droit

Berne, 22 septembre 2009

Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie (OFFT), centre de prestations Management des ressources, secteur du droit

- 1 RS 412.10
- 2 Arrêté fédéral du 30 juillet 2009, publié dans la Feuille fédérale du 22 septembre 2009.

- 1 RS 412.10
- 2 RS 831.40
- 3 RS 412.10
- 4 RS 412.10
- 5 RS 281.1

05258612

**Conferimento del carattere obbligatorio generale al
Fondo per la formazione professionale di Holzbau
Schweiz (FFP Costruzione in legno)**

Conformemente all'articolo 60 capoverso 3 della legge del 13 dicembre 2002¹ sulla formazione professionale, il Consiglio federale ha conferito il carattere obbligatorio generale al Fondo per la formazione professionale di Holzbau Schweiz secondo il regolamento del 6 giugno 2008².

Il decreto di conferimento dell'obbligatorietà generale entra in vigore il 1^o ottobre 2009. Il carattere obbligatorio generale è conferito per una durata illimitata. Può essere revocato dall'Ufficio federale della formazione professionale e della tecnologia.

(Legge federale del 13 dicembre 2002 sulla formazione professionale [LFPr])

Regolamento del fondo per la formazione professionale Costruzione in legno con COG**1 Denominazione e scopo****Art. 1 Denominazione**

Holzbau Schweiz gestisce un fondo per la formazione professionale ai sensi dell'articolo 60 della legge federale del 13 dicembre 2002³ (LFPr) sotto la denominazione di «Fondo per la formazione professionale Costruzione in legno» (FFP Costruzione in legno, Fondo).

Art. 2 Scopo

Il Fondo mira a promuovere la formazione professionale di base, la formazione professionale superiore e la formazione professionale continua nel settore delle costruzioni in legno.

2 Campo d'applicazione**Art. 3 Campo d'applicazione territoriale**

Il Fondo è valido in tutta la Svizzera, ad eccezione dei Cantoni di Friburgo, Vaud, Vallese, Neuchâtel, Ginevra e Giura nonché del Giura Bernese.

Art. 4 Campo d'applicazione aziendale

¹ Il Fondo è valido per tutte le aziende o parti di aziende, indipendentemente dalla loro forma giuridica. Tra queste figurano aziende per la costruzione in legno, parti di aziende e gruppi di montaggio che svolgono lavori in legno (lavori di carpenteria e lavori industriali con strutture in legno) di produzione e montaggio o di produzione e riparazione. Sono comprese le seguenti attività:

- a) costruzioni industriali di pavimenti, pareti e tetti in legno;
- b) costruzioni prefabbricate in legno;
- c) lavori industriali di assemblaggio di costruzioni in legno;
- d) sottostrutture industriali in legno;
- e) isolamenti termici industriali in legno;
- f) rivestimenti industriali esterni ed interni in legno;
- g) scale industriali in legno e trattamenti industriali della superficie di strutture portanti e rivestimenti.

² Aziende e parti di aziende che svolgono esclusivamente le seguenti prestazioni sono escluse dal campo d'applicazione aziendale:

- a) produzione o vendita di prodotti di segheria;
- b) produzione o montaggio di pavimenti sopraelevati e ad intercapedine;
- c) produzione o posa in opera di pavimenti in parquet.

³ Sono altresì escluse aziende e parti di aziende che producono e vendono prodotti puramente commerciali, come prodotti di se-

gheria, legni piallati, legno da costruzione incollato, pannelli in legno truciolare, componenti strutturali per pavimenti, pareti e tetti. Riguardo alla produzione e al montaggio dei prodotti menzionati vale il capoverso 1.

Art. 5 Campo d'applicazione personale

1 Il Fondo è valido per tutte le aziende o parti di aziende, indipendentemente dalla loro forma giuridica, che presentano rapporti di lavoro a tempo pieno o a tempo parziale (part-time) con le seguenti persone:

- a) apprendisti nel campo delle costruzioni in legno;
- b) lavoratori nel campo delle costruzioni in legno;
- c) specialista nel campo delle costruzioni in legno/carpentiere (AFC);
- d) caposquadra costruzioni in legno (diploma di categoria);
- e) carpentiere (attestato professionale federale);
- f) tecnico ST di costruzioni in legno (dipl. tecnico ST costruzioni in legno);
- g) mastro carpentiere (dipl. federale).

2 Il Fondo è valido anche per aziende del settore delle costruzioni in legno che non occupano impiegati (ditte individuali del settore costruzioni in legno).

Art. 6 Validità per la singola azienda o parte di azienda

Il Fondo è valido per aziende o parti di aziende che rientrano nel campo di applicazione sia territoriale, sia aziendale e sia personale.

3 Prestazioni

Art. 7 Prestazioni

1 Nel campo della formazione professionale di base, della formazione professionale superiore e della formazione professionale continua, il Fondo contribuisce soprattutto al finanziamento dei seguenti provvedimenti:

- a) sviluppo e mantenimento di un sistema completo di formazione professionale di base, di formazione professionale superiore e di formazione professionale continua; tale sistema comprende in particolare analisi, sviluppo, progetti pilota, provvedimenti di introduzione e di attuazione, informazione, trasmissione di sapere e controlling. Il finanziamento concerne in particolare i costi del personale, i costi accessori del personale e i costi generali a questo necessari ed altre prestazioni proprie tramite commissioni e costi esterni;
- b) sviluppo, mantenimento e aggiornamento di ordinanze sulla formazione professionale di base e di regolamenti d'esame per offerte formative della formazione professionale superiore;
- c) sviluppo, mantenimento e aggiornamento di documenti e materiale didattico per il sostegno della formazione professionale di base, della formazione professionale superiore e della formazione professionale continua nelle lingue nazionali svizzere; in particolare materiale didattico;
- d) sviluppo, mantenimento e aggiornamento di procedure di valutazione e di qualificazione nelle offerte formative sostenute da Holzbau Schweiz, coordinamento e vigilanza delle procedure, compresa la garanzia della qualità; in particolare esami per capisquadra, carpentieri, maestri carpentieri e prove attitudinali;
- e) reclutamento e promozione delle giovani leve nella formazione professionale di base, nella formazione professionale superiore e nella formazione professionale continua; in particolare provvedimenti nel campo del marketing professionale;
- f) preparazione e partecipazione a concorsi professionali svizzeri e internazionali;
- g) sviluppo, mantenimento e aggiornamento di procedure generali di valutazione;
- h) copertura delle spese organizzative, amministrative e di controllo sostenute da Holzbau Schweiz in relazione ai compiti nella formazione professionale di base, nella formazione professionale superiore e nella formazione professionale continua.

2 L'Assemblea dei delegati Holzbau Schweiz può decidere su richiesta della direzione centrale altri contributi finanziari finalizzati a provvedimenti conformi allo scopo del Fondo.

4 Finanziamento

Art. 8 Obbligo di contribuzione

1 Le aziende o parti di aziende sottoposte al Fondo secondo agli articoli 3-6 del presente regolamento versano contributi per il Fondo finalizzati al raggiungimento dello scopo del Fondo.

2 Le aziende del settore delle costruzioni in legno senza dipendenti, ossia le cosiddette ditte individuali di costruzioni in legno, devono versare soltanto il contributo aziendale di cui all'articolo 10 di questo regolamento.

Art. 9 Base per il calcolo

1 La base per il calcolo dei contributi è costituita dall'azienda o parte di azienda di cui all'articolo 4 e dal suo numero totale di rapporti di lavoro secondo l'articolo 5.

2 Il contributo viene calcolato in base ad un'autodichiarazione dell'azienda.

3 Qualora l'azienda si rifiuti di rilasciare la dichiarazione, la Commissione del Fondo (art. 14) effettuerà una stima secondo il proprio apprezzamento.

Art. 10 Finanziamento e contributi

1 Il finanziamento si compone di contributi del datore di lavoro, donazioni e redditi da capitale.

2 I contributi dei datori di lavoro sono costituiti da un contributo per ciascuna azienda o parte di azienda e dai contributi versati per ogni collaboratore secondo l'articolo 5. I contributi devono essere versati annualmente.

3 Gli importi dei contributi sono i seguenti:

- a) contributo aziendale di imprese di costruzioni in legno: Fr. 300.-
- b) contributo per ogni collaboratore (secondo l'art. 5): Fr. 72.-
- 4 I contributi dei membri della Holzbau Schweiz si intendono interamente saldati con il versamento della tassa sociale.
- 5 Per le persone occupate a tempo parziale i contributi devono essere versati qualora siano assoggettate all'obbligo assicurativo secondo la legge federale del 25 giugno 1982⁴ sulla previdenza professionale per la vecchiaia, i superstiti e l'invalidità (LPP).
- 6 I contributi di aziende e collaboratori si considerano indicizzati conformemente all'indice nazionale dei prezzi al consumo, stato al 1° gennaio 2009. Sono verificati ogni due anni, adeguati se necessario al nuovo valore dell'Indice nazionale dei prezzi al consumo e sottoposti all'Assemblea dei delegati per approvazione.

Art. 11 Esenzione dall'obbligo di contribuzione

1 L'esenzione dall'obbligo di contribuzione è disciplinato dall'articolo 60 capoverso 6 LFPr⁵ in combinato disposto con l'articolo 68 capoverso 4 dell'ordinanza sulla formazione professionale del 19 novembre 2003⁶ (OFPr).

2 Un'azienda che intende essere esentata completamente o in parte dall'obbligo di contribuzione, deve inoltrare alla Commissione del Fondo una richiesta motivata.

3 La Commissione del Fondo è autorizzata a stipulare accordi con altre associazioni di categoria al fine di ridurre per le aziende miste (che sono assoggettate a diversi fondi professionali) i numerosi carichi contributivi.

Art. 12 Limitazione delle entrate

Le entrate provenienti dai contributi non possono superare i costi totali delle prestazioni di cui all'articolo 7, calcolati su una media di sei anni e in considerazione di un'adeguata costituzione di riserve.

5 Organizzazione, revisione e vigilanza

Art. 13 Organo di vigilanza

L'Assemblea dei delegati della Holzbau Schweiz è l'organo di vigilanza del Fondo. All'organo di vigilanza spettano in particolare i seguenti compiti:

- a) attribuzione dei mezzi in base all'elenco delle prestazioni e determinazione della quota destinata alla costituzione di riserve (approvazione del budget del Fondo);
- b) accettazione del bilancio e del conto annuale;
- c) approvazione annuale dei contributi al Fondo;
- d) delibera sull'entità delle tasse di ingiunzione di pagamento per contributi al Fondo non versati;
- e) delibera sull'entità del rimborso delle spese amministrative per le stime in seguito ad omissione o falsa dichiarazione del numero dei dipendenti;
- f) scelta della Segreteria;
- g) scelta della Commissione di ricorso.

Art. 14 Commissione del fondo

La Commissione del Fondo, costituita da tre a cinque persone, è l'organo direttivo del Fondo responsabile della sua gestione operativa ed effettua la sorveglianza della Segreteria. Essa delibera in materia di:

- a) subordinazione di un'azienda al Fondo;
- b) determinazione dei contributi di un'azienda in caso di ritardo nel pagamento;
- c) ripartizione dei contributi in caso di concorrenza con un altro Fondo per la formazione professionale d'intesa con la direzione di tale Fondo;
- d) decisione riguardo all'assegnazione esterna di compiti esecutivi di tipo operativo.

Art. 15 Segreteria

Nell'ambito delle sue competenze, la Segreteria dà esecuzione al presente regolamento. Essa è responsabile della riscossione dei contributi, del pagamento di contributi per prestazioni di cui all'articolo 7, dell'amministrazione e della contabilità.

Art. 16 Commissione di ricorso

La Commissione di ricorso è formata da 3 membri. Essa decide sui ricorsi presentati contro le delibere della Commissione del Fondo.

Art. 17 Consuntivo e contabilità

Il Fondo viene riportato nel conto economico della Holzbau Schweiz con conti separati per le spese e per gli introiti.

Art. 18 Organo di controllo e di vigilanza

1 L'organo di controllo è formato da un organo fiduciario per la revisione tecnica vera e propria, due revisori di conti ed un sostituto.

2 L'organo di controllo verifica il consuntivo annuale e il bilancio, presenta all'Assemblea dei delegati un relativo rapporto scritto e richiede l'accettazione o il rigetto del consuntivo e l'approvazione della gestione della direzione centrale.

3 L'organo di controllo del Fondo è identico a quello dell'associazione di categoria Holzbau Schweiz.

4 Qualora al Fondo sia stato attribuito il carattere di obbligatorietà generale ai sensi dell'articolo 60 capoverso 7 LFPr⁷, esso è sottoposto alla vigilanza dell'Ufficio federale della formazione professionale e della tecnologia (UFFT).

6 Riscossione dei contributi

Art. 19 Comunicazione dei contributi

1 Il Fondo esorta le aziende assoggettate a comunicare nei tempi dovuti il numero di dipendenti per cui è dovuto il versamento del contributo conformemente al campo d'applicazione.

2 Se un'azienda assoggettata omette di comunicare tali dati, la Commissione del Fondo è autorizzata a imporre una tassa dopo un unico sollecito da parte della Segreteria.

3 Le spese di sollecito ammontano a 50 franchi a titolo di indennizzo amministrativo.

Art. 20 Fatturazione

La fatturazione del contributo avviene ai sensi degli articoli da 8-12 del presente regolamento. Il contributo annuale è riscosso una volta all'anno.

Art. 21 Scadenza e ritardo nei pagamenti

1 La scadenza del pagamento è stabilita in base alla fatturazione.

2 Per tutte le fatture il termine di pagamento è di 30 giorni dalla data di fatturazione.

3 Gli interessi di mora ammontano al 5 per cento dalla data di scadenza.

Art. 22 Incasso dei contributi

1 L'incasso dei contributi è svolto dalla Segreteria (art. 15 del regolamento).

2 Il recupero dei crediti viene effettuato in base alle disposizioni della legge federale dell'11 aprile 1889⁸ sull'esecuzione e sul fallimento (LEF).

3 Con il secondo sollecito si applica un indennizzo per spese amministrative di 50 franchi nonché interessi di mora a partire dal 30° giorno dalla data di fatturazione.

7 Approvazione, conferimento del carattere obbligatorio generale e scioglimento

Art. 23 Approvazione

1 Il presente regolamento del Fondo è stato approvato dall'Assemblea dei delegati di Holzbau Schweiz il 6 giugno 2008.

2 Il regolamento entra in vigore con il conferimento dell'obbligatorietà generale da parte del Consiglio federale.

Art. 24 Conferimento del carattere obbligatorio generale

Il conferimento del carattere obbligatorio generale è disciplinato dal decreto del Consiglio federale.

Art. 25 Scioglimento

1 Qualora lo scopo del Fondo non possa più essere raggiunto o vengano meno le basi legali, l'Assemblea dei delegati di Holzbau Schweiz scioglie il Fondo con una maggioranza di tre quarti dei delegati presenti.

2 Qualora al Fondo sia stata conferita obbligatorietà generale, per il suo scioglimento è necessario il consenso dell'UFFT.

3 Un eventuale capitale residuo viene destinato all'associazione di categoria Holzbau Schweiz e vincolato a obiettivi di formazione.

06 giugno 2008

Hans Rupli
Presidente centrale

Fritz Rutz
Vicepresidente

Hansjörg Setz
Amministratore

3003 Berna, 22 settembre 2009

Ufficio federale della formazione e della tecnologia, campo di prestazioni Gestione delle risorse, settore Diritto.

1	RS 412.10
2	Decreto del Consiglio federale del 30 luglio 2009, pubblicato nel Foglio federale del 22 settembre 2009.
3	RS 412.10
4	RS 831.40
5	RS 412.10
6	RS 412.101
7	RS 412.10
8	RS 281.1
05258614	

Bundesgesetz über die kollektiven Kapitalanlagen
Loi fédérale sur les placements collectifs de capitaux
Legge federale sugli investimenti collettivi di capitale

EINMALIGE VERÖFFENTLICHUNG

Andere Mitteilungen

JPMorgan Investment Funds

SICAV de droit luxembourgeois

Publication des modifications apportées au prospectus conformément à l'art. 133 al. 3 OPCC

Le conseil d'administration informe les investisseurs des modifications suivantes apportées au prospectus et au prospectus simplifié de JPMorgan Investment Funds (la « SICAV »):

Informations pour les investisseurs en Suisse

La valeur d'inventaire journalière sera désormais publiée quotidiennement sur la plateforme électronique www.swissfunddata.ch.

JPMorgan Investment Funds – Highbridge Statistical Market Neutral Fund

L'objectif et la politique d'investissement du compartiment sont modifiés depuis le 7 septembre 2009 afin d'étendre l'univers d'investissement du compartiment aux actions européennes. Le second paragraphe de la politique d'investissement est à présent rédigé comme suit :

L'exposition aux actions, qui sera normalement réalisée à travers des swaps sur un panier d'actions, portera majoritairement sur des sociétés constituées en vertu de la législation des Etats-Unis ou d'un pays d'Europe et ayant leur siège aux Etats-Unis ou dans un pays d'Europe ou qui exercent une part prépondérante de leur activité économique aux Etats-Unis ou en Europe. En utilisant ces swaps, le Compartiment cherchera à mettre en œuvre sa stratégie de marché neutre en surpondérant les actions et les titres liés à des actions sous-évalués et en sous-pondérant les actions et les titres liés à des actions surévalués.

JPMorgan Investment Funds – JF Asia ex-Japan Fund

Le gestionnaire financier du compartiment JPMorgan Investment Funds – JF Asia ex-Japan Funds s'appelle désormais JPMorgan Asset Management (Singapore) Limited.

Section 2 – Les actions

Les modifications suivantes ont été apportées à la « Section 2 – Les Actions » :

- Clarification des modalités de souscription, de rachat et de conversion d'actions.
- Précision du fait que les demandes peuvent également être transmises par télécopie ou tout autre moyen de communication électronique approuvé par la société de gestion.
- Clarification du fait que, dans les cas où cela est justifié, la société de gestion peut autoriser différentes heures de clôture des négociations pour certains investisseurs, tels que ceux dont la juridiction est située dans un fuseau horaire autre que celui du Luxembourg, où la SICAV est domiciliée.
- Clarification concernant l'application des commissions de rachat.
- Suppression de toute référence aux plans d'épargne à versements réguliers qui ne sont plus disponibles.
- Modification des procédures relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux.

Autres modifications

- André Elvinger ne fait plus partie du conseil d'administration de la SICAV. Jacques Elvinger a été nommé administrateur.
- Peter Schwicht ne fait plus partie du directoire de la société de gestion.
- Mise à jour de la section relative à la fiscalité.

- Techniques et instruments financiers : précision au sujet du partage des revenus générés par le prêt de titres.
- Ajout d'un facteur de risque au sujet des compartiments investissant dans des titres participatifs.
- Précisions au sujet du risque lié au prêt de titres et de celui lié à l'investissement en Russie.
- Autres mises à jour d'importance mineure.

Les statuts, le prospectus, le prospectus simplifié et les rapports annuels et semestriels, ainsi que la liste complète des modifications effectuées peuvent être obtenus gratuitement et sur simple demande auprès du représentant suisse.

Genève, 22 septembre 2009

Représentant suisse et Agent chargé du service des paiements :
J.P Morgan (Suisse) SA, 8, rue de la Confédération, 1204 Genève

00410023

PREMIÈRE PUBLICATION

Assemblées générales - Invitations et décisions

FUNDQUEST INTERNATIONAL

Société d'Investissement à Capital Variable

33, rue de Gasperich, L – 5826 Howald-Hesperange
R.C.S Luxembourg B – 127751

AVIS AUX ACTIONNAIRES

Convocation à l'Assemblée Générale Ordinaire

Nous vous prions de bien vouloir assister à l'Assemblée Générale Ordinaire de FUNDQUEST INTERNATIONAL, Société d'Investissement à Capital Variable, qui se tiendra au siège social de la Société, 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange,

le mardi 13 octobre 2009 à 11 heures

et qui aura l'ordre du jour suivant:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice clos au 30 juin 2009.
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 30 juin 2009.
3. Affectation des résultats.
4. Quitus aux Administrateurs pour l'accomplissement de leurs mandats.
5. Composition du Conseil d'Administration.
6. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises pour un terme d'un an.
7. Divers.

*** **

Aucun quorum de présence n'est requis sur les points à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Les propriétaires d'actions nominatives ou au porteur inscrites en compte doivent, pour le 5 octobre 2009, informer, par écrit, le Conseil d'Administration de leur intention d'assister à l'Assemblée. Des formulaires de procuration sont disponibles sur demande soit au siège social de la Société, soit aux guichets des établissements suivants :

à Luxembourg:
(Agent Payeur Principal)
BNP Paribas Securities Services
Succursale de Luxembourg
33 rue de Gasperich
L-5826 Hesperange

(Agent Payeur)
BNP Paribas Luxembourg
10A, Boulevard Royal
L - 2093 Luxembourg

En Suisse:
BNP Paribas (Suisse) SA
2, Place de Hollande
CH – 1204 Genève
Tél : (+4158)212.21.11

Pour toute information supplémentaire, les actionnaires sont invités à consulter le Prospectus, les prospectus simplifiés, les statuts ainsi que les rapports annuels et semestriels de la Société, ces documents pouvant être obtenus gratuitement, sur simple demande, au siège social de la Société, 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange (adresse postale: L-2952 Luxembourg), ainsi qu'auprès du représentant en Suisse, BNP Paribas (Suisse) SA, 2, place de Hollande, 1204 Genève.

Le représentant en Suisse
BNP Paribas (Suisse) SA

05258616

EINMALIGE VERÖFFENTLICHUNG

Andere Mitteilungen

Mitteilung der LB(Swiss) Investment AG an die Anleger des Anlagefonds

NPB/Finaport Alternative Strategies Fund (USD)

Die LB(Swiss) Investment AG, Zürich, als Fondsleitung und die Bank Sarasin & Cie AG, Basel als Depotbank, geben bekannt, dass bei nachfolgendem Anlagefonds schweizerischen Rechts der Art „Übrige Fonds für alternative Anlagen mit besonderem Risiko“ für qualifizierte Anleger per 17.9.2009 der Name des Fonds wie folgt geändert wurde:

alt	neu
NPB/Finaport Alternative Strategies Fund (USD)	NPB Alternative Strategies Fund (USD)

Zürich, 22. September 2009

Die Fondsleitung:
LB(Swiss) Investment AG, Zürich

Die Depotbank:
Bank Sarasin & Cie AG, Basel

05258620

Information sous www.fosc.ch > S'abonner